



LA CHÂTAIGNE

(Qui s'y frotte... s'y pique !)



N°20

Septembre 2023

ÉDITO

Alors que Fort Boyard a rythmé nos samedis estivaux, Manu s'éclate au Fort Brégançon, transformé pour l'occasion en Fort Alamo. D'humeur nostalgique le célèbre Fort du Var me rappelle qu'un ancien Président s'y baladait dans le plus simple appareil. Mais aujourd'hui qui se retrouve nu comme un ver si ce n'est le travailleur lambda, économiquement exploité, socialement déprécié et victime d'une inflation galopante. La hausse des prix alimentaires est de 12,7 % sur un an en juillet 2023 (elle plafonnait à 1,5 % en moyenne de 1991 à 2020). Et comme une bonne nouvelle n'arrive jamais seule le tarif réglementé de l'électricité a augmenté de 10% au 1er août 2023 et la taxe foncière va aussi subir une augmentation significative, parfois à deux chiffres. Alors oui face à de tels éléments factuels, nous ne pouvons que relayer un sentiment partagé : il est difficile pour nos collègues de boucler les fins de mois voire les milieux de mois, n'en déplaise à notre direction qui en Conseil Social d'Administration et pour toute réponse arbore un sourire convenu quand nous abordons la question cruciale du pouvoir d'achat des agents de la DDFIP 87. Et pendant ce temps là me direz vous ? Et bien GMBI n'est pas en vacances, prolongation jusqu'au 10 août 2023. La Galère Mémorable sur les Biens Immobiliers n'en finit plus de faire parler d'elle. A Amiens un contribuable est l'heureux propriétaire d'un « bûcher » de 18 m2... qui s'avère être au final une terrasse... L'histoire ne dit pas si la terrasse ou le bûcher est en zone inondable...au secours les pompiers j'ai mon GMBI qui brûle... Mais au fait j'y pense la piscine présidentielle du Fort Brégançon a t'elle été détectée par le foncier innovant ou bien représente t'elle une vaste bâche bleue aux contours difficilement identifiables ? Devant ce flot de nouvelles peu réjouissantes que nous reste t-il ? Et bien moi toute châtaigne que je suis, j'ai fait un songe une nuit d'été, les étoiles luisaient dans le ciel comme une myriade d'espoirs. Plaçons la rentrée sous le signe de l'optimisme. Rien n'est écrit d'avance. Toutes et tous en lutte le Vendredi 13 Octobre 2023, pour l'augmentation des salaires, des pensions et des minimas sociaux, réaffirmer notre colère contre la réforme des retraites, dire non à l'austérité et oui à une meilleure répartition des richesses et à une égalité femmes hommes. Ensemble plus forts.(Boyard, Brégançon ou Alamo selon l'humeur) Bonne rentrée et bonne lecture.



Petit billet doux...

Vous souvenez vous avoir reçu en janvier dernier un mail de la part de Stanislas Guérini ? Ben moi si. Je fus fort étonnée d'être destinataire d'une missive expédiée par le ministre de la fonction publique en personne, qui m'écrivait à moi simple petite Châtaigne de province. En réalité, je n'étais pas la seule à recevoir ce courriel. Comme les 2,5 millions d'agents de la fonction publique d'État, je recevais ce message où Stan nous expliquait la réforme comme si elle avait déjà été adoptée... Pourtant cette initiative n'a pas vraiment été du goût de tous et même la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) s'en est mêlée, après qu'un grand nombre de plaintes déposées par des fonctionnaires mécontents de cette propagande. Au mois

de juin, la CNIL est intervenue auprès du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, ainsi qu'auprès du ministère de la Transformation et de la Fonction Publique pour les interroger sur les faits en cause. Les éléments recueillis ont fait l'objet d'une analyse approfondie à l'issue de laquelle la Présidente de la CNIL a décidé d'engager une des procédures de sanction et un rapport de sanction administrative a été adressé au ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, ainsi qu'au ministère de la Transformation et de la Fonction Publique. Si je comprends bien une petite Châtaigne comme moi n'est pas prête de recevoir à nouveau un billet doux de la part d'un de mes ministres...



La Châtaigne d'Honneur :

La Châtaigne d'honneur pour cette rentrée est attribuée à Thomas Cazenave, un « techno » proche du président Macron, chargé du « redressement des finances publiques ». Deux jours avant sa nomination à Bercy, Thomas Cazenave, encore député Renaissance de Gironde, écrivait au ministre de l'économie Bruno Le Maire, avec d'autres élus. L'objet ? Le relèvement des taxes sur l'alcool envisagé par l'exécutif, qui suscite une levée de boucliers chez les viticulteurs bordelais. Sauf que changement de costume, changement de perspective. Depuis que le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler, l'a appelé pour lui proposer le poste de Gabriel Attal, l'élus bordelais a retrouvé ses réflexes de budgétaire. « Il n'y a pas de modèle social pérenne si les finances publiques ne sont pas tenues », martelait-il vendredi 21 juillet, depuis son bureau du 5e étage de Bercy, alors qu'il constituait son cabinet... Comme quoi rien ne sert de courir, il suffit juste de partir dans le sens du vent...

Gérer Moi-même le Bazar des Impôts

Le feuilleton, qui a duré tout l'été (après 3 reports de la date butoir de déclaration) GMBI continue de faire parler... Notre belle administration opère une transformation numérique à marche forcée avec ce nouveau service « gérer mes biens immobiliers (GMBI) », destiné à la déclaration en ligne des biens immobiliers et de leurs occupants. Pourtant depuis 2 ans, la Direction Générale des Finances Publiques a été alertée à maintes reprises sur les problèmes prévisibles liés au déploiement de GMBI. Mais Bercy, obnubilée par les gains d'effectifs que représenterait selon elle une telle réforme est restée sourde aux difficultés qu'allaient rencontrer les usagers et aux conséquences pour les agents en charge des missions fiscales. Une fois de plus la Défenseure des Droits a dû épingler ce fonctionnement dans son dernier rapport sur la dématérialisation des services publics : « C'est à l'usager de se former, de se faire aider, de faire, d'être capable. Pour accéder à ses droits, il lui appartient de s'adapter aux conditions de l'administration. C'est un renversement historique d'un des trois principes du service public : l'adaptabilité - qui devient une qualité attendue de l'usager, plutôt qu'une exigence qui incombe au service. » Finalement comme on est jamais si bien servi que par soit même, pourquoi ne pas laisser les contribuables faire tout le boulot tout seul...

LE DESSIN DE FAUJOUR



- FAUJOUR -